



## **De la Rwandalisation à la Dérwandalisation de la RDC : dynamiques d'ingérence régionale et reconquête de la souveraineté**

## **From the Rwandalization to the De-rwandalization in the DRC: Dynamics of Regional Interference and the Reconquest of sovereignty**

**MWANDE BASWA Alphonse**

Doctorant en Sociologie et Enseignant-chercheur à l’Institut Supérieur Pédagogique d’Isangi  
(ISP-ISANGI)

Laboratoire des Recherches Scientifiques d’Isangi (LABORSI)  
République Démocratique du Congo

**BOFENDA LOFETU Pierre**

Doctorant en sciences, Administratives et Politiques, Enseignant à l’Institut Supérieur  
Pédagogique d’Isangi (ISP-ISANGI)

Laboratoire des recherches scientifiques d’Isangi (LABORSI)  
République Démocratique du Congo

**Date de soumission :** 19/11/2025

**Date d’acceptation :** 23/01/2026

**Digital Object Identifier (DOI) :** [www.doi.org/10.5281/zenodo.18435725](http://www.doi.org/10.5281/zenodo.18435725)

## Résumé

La République Démocratique du Congo traverse, depuis la fin des années 1990, une phase prolongée d’ingérence régionale imputée au Rwanda. Ce phénomène est désigné “Rwandalisation”, se manifeste par le soutien des groupes armés, de l’exploitation illicite des ressources naturelles et de l’influence politique indirecte sur certaines provinces de l’Est du pays.

Cet article interroge les dynamiques d’ingérence régionale et la reconquête de la souveraineté, par l’analyse des signes émergents d’un processus qui est la “Dérwandalisation”. À partir d’une approche qualitative, appuyée des entretiens semi-directifs autour d’un échantillon de 20 enquêtés, de l’analyse documentaire et des études de cas (groupes armés, diplomatie, mobilisation citoyenne), l’étude explore les conditions d’une rupture durable de l’occupation Rwandaise en RDC. Au regard de tout, la notion de Rwandalisation exprime une réalité complexe d’ingérence, d’exploitation et de domination qui affecte la souveraineté de la RDC depuis près de trois décennies. C’est pourquoi, l’étude propose le triptyque sécurité – économie - Etat comme facteurs de sortie.

**Mots-clés :** *Rwandalisation, Derwandalisation, RDC, ingérence régionale, Exploitation, souveraineté.*

## Abstract

Since the late 1990s, the Democratic Republic of Congo has been experiencing a prolonged period of regional interference attributed to Rwanda. This phenomenon is referred to as Rwandalization. It manifests itself through support for armed groups, illicit exploitation of natural resources and indirect political influence over certain provinces in the east of the country.

This article examines the dynamics of regional interference and the reconquest of sovereignty by analyzing the emerging signs of a process known as “Derwandalization.” Using a qualitative approach based on semi-structured interviews with a sample of 20 respondents, documentary analysis, and case studies (armed groups, diplomacy, citizen mobilization), the study explores the conditions for a lasting end to the Rwandan occupation of the DRC. All things considered, the concept of Rwandalization expresses a complex reality of interference, exploitation, and domination that has affected the sovereignty of the DRC for nearly three decades. This is why the study proposes the triptych of security, economy, and state as factors for a way out.

**Keywords:** *Rwandalization, Derwandalization, DRC, regional interference, exploitation, sovereignty.*

## Introduction

### Contexte, justification et problématique de l'étude

La République Démocratique du Congo (RDC), pays-continent dont les richesses immenses excitent les appétits, est pourtant la proie depuis plus de 25 ans de vautours de tout genre, qu'ils soient de l'intérieur, ou plus fréquemment de l'extérieur selon Charles Millon dans l'holocauste au Congo de Charles Onana (2019).

Un pays grand, à la taille près d'un continent où le pays comme la Belgique sa métropole peut y entrer 80 fois, riche en ressources naturelles, humaines et cultures diversifiées, subit depuis des décennies une influence politique, économique et militaire du Rwanda, soutenus par certains pays d'Europe et de l'Occident voire d'Asie comme un bon élève en matière de la géopolitique. Cette influence régionale est qualifiée par certains analystes socio-politiques de "Rwandalisation".

Par contre, la Dérwandalisation désigne un processus de rupture ou de réaffirmation de la souveraineté congolaise. Cette réflexion s'inscrit dans un contexte des tensions persistantes à l'Est du pays, de la montée du sentiment nationaliste et de reconfiguration des rapports géopolitiques de l'Afrique centrale.

Du point de vue problématique de recherche, cet article tourne autour des questionnements ci-après : (i) Comment la RDC peut-elle sortir du cycle d'influence étrangère notamment rwandaise ? (ii) Et comment bâtir une souveraineté durable face aux nouvelles formes d'exploitation ?

En réponses conformément aux questions dégagées par la problématique, nous postulons que : (i) la République Démocratique du Congo (RDC) peut sortir du cycle d'influence étrangère par des réactions politiques et la mobilisation populaire et citoyenne, par la diplomatie africaine et les repositionnements internationaux, par de tentatives de réformes et de sécurisation de son territoire et ressources minières. Tous considérés comme levier de rupture.

(ii) la souveraineté durable se bâtit par le processus de la réaffirmation de la souveraineté congolaise, de la reconfiguration des nouveaux rapports géopolitiques, d'une reprise réelle du contrôle territorial. Elle implique une transformation profonde de l'État, de ses alliances et d'une mobilisation structurée des forces internes (armée, citoyens, diaspora), avec un soutien diplomatique renouvelé, fondé sur les principes de justice et d'autodétermination.

## Objectifs

### Objectif général

- ❖ Analyser de manière les types d'influences étrangères que subit la République Démocratique du Congo.

### Objectif spécifique

Dans cette recherche, l'objectif spécifique se présente de la manière ci-dessous :

- ❖ Analyser les mécanismes mis en œuvre par la RDC pour sortir de l'influence étrangère, notamment du Rwanda ;
- ❖ Déterminer les stratégies et les dynamismes de reconquête de la souveraineté nationale durable.

C'est ainsi que, dans cet article, nous analysons l'infiltration de la politique Rwandaise dans les affaires internes de la République Démocratique du Congo (RDC) et voyons comment cette dernière recherche à se désolidariser de cette ingérence régionale.

### 1. Cadre conceptuel et théorique (revue de la littérature)

De nombreux chercheurs, organismes Régionaux et Internationaux ont clarifié la thématique de la Rwandalisation et la dérwandalisation, dont les teneurs sont les suivantes :

#### 1.1. Débat sur la Rwandalisation : approches existantes

Etymologiquement, ce concept vient du nom du pays de mille collines, dérivé du radical « Rwanda » et du suffixe « - Isation » qui indique un processus. De manière littérale, c'est un processus par lequel quelque chose devient ou est influencé par le Rwanda.

Dans l'usage courant, le terme “Rwandalisation” est abstrait et émerge dans le discours politique et médiatique congolais à la fin des années 1990, en pleine période de bouleversements géopolitiques en Afrique centrale, renvoie à une perception. Il désigne, de manière critique, l'influence croissante exercée par le Rwanda sur la République Démocratique du Congo (RDC), notamment à travers des interventions militaires, des alliances politiques et le contrôle indirect de certaines zones stratégiques de l'Est congolais, notamment le Nord et le sud Kivu.

En fouillant quelques travaux existant sur la Rwandalisation, les auteurs ci-dessous ont éclairé notre lanterne : Michel Nest (2006) le désigne comme une colonisation économique déguisée.

Bakupa Kanyinda (CCAPAC) l'analyse comme un effacement progressif de l'identité nationale au profit d'une influence étrangère structurée. Nzongola Ntalaja (2002) le scrute comme une perte de la souveraineté fonctionnelle de l'Etat Congolais au profit des acteurs régionaux. Et Jean Claude Willame (2000) le définit comme l'extraversion du pouvoir et l'instrumentalisation de l'Etat Congolais par des forces régionales.

Ces auteurs ont essayé avec beaucoup d'énergies de se concentrer sur la Rwandalisation sous l'aspect de la domination, de l'hégémonie, de l'ingérence, de l'exploitation, mais ils ont oublié l'atteinte à la souveraineté nationale d'un Etat, incluant la déstabilisation de la partie orientale, l'exploitation illégales des ressources naturelles et la complicité d'acteurs politiques et militaires congolais qui constituent une violation grave de l'intégrité nationale d'un pays souverain et du droit international.

### **1.2. Concept de Dérwandalisation : origine, utilisation, débats**

Le terme Dérwandalisation est formé du préfixe « dé - » qui indique une suppression ou un retrait, et du mot « Rwandalisation », lui-même issu du nom « Rwanda ». Le préfixe « dé - », ajouté à ce concept, permet de comprendre la dérwalisation comme un processus de retrait ou de désengagement de l'influence Rwandaise en République Démocratique du Congo (RDC). C'est un néologisme congolais à usage politique et militant qui s'est popularisé dans le langage socio-politique et dans les milieux universitaires critiques, souvent associé à une revendication nationaliste. La Dérwandalisation peut être comprise comme un processus géopolitique de désengagement régional, une dynamique socio-politique endogène appuyée par des leviers internes (opinion publique, diaspora, forces armées, élites). Ce concept désigne, ici, un processus de rupture ou de réaffirmation de la souveraineté congolaise.

Cette réflexion s'inscrit dans un contexte de tensions persistantes à l'Est du pays, de montée du sentiment nationaliste et de reconfiguration des rapports géopolitiques en Afrique centrale. Kinshasa se ressaisit enfin pour quitter cet état d'influence grâce à la diplomatie agissante de ses leaders politiques pour cette rupture.

De milieux nationalistes aux cercles académiques et médiatiques, ce concept a constitué, dans l'usage, une grille d'analyse des rapports de domination régionale. Il évoque non seulement une perte de souveraineté, mais aussi une menace sur l'identité nationale et la cohésion du pays.

Concernant le concept de la Dérwandalisation, les travaux de Mwayila Tshiyembe (2014) et de Nzongola Ntalaja (2002) l'ont considéré de la refondation de l'Etat congolais, appuyée par la justice, la redévabilité et l'indépendance stratégique. Claude Kabemba (2020) l'explore comme

des tensions géopolitiques dans les Grands Lacs, avec un focus sur la République Démocratique du Congo (RDC) et la question de la souveraineté face aux ingérences extérieures.

Kabemba dans son ouvrage, il développe la notion de « dérwandalisation » sans le nommé, comme un processus complexe de résistance, mêlant diplomatie, renforcement de l'État et mobilisation populaire. L'auteur met en avant les difficultés internes liées à la gouvernance et aux intérêts locaux qui freinent cette dynamique.

Ces trois auteurs ont contribué à la description de ce concept, en se focalisant sur la réforme de l'Etat, les tensions dans la Région des Grands Lacs et l'éveil de la mobilisation populaire sans donner une dénomination du concept Dérwandalisation au vrai sens comme nous le nommons dans cette recherche. Dans leurs travaux, leurs discours étaient plus symboliques que stratégiques, risque de stigmatisation qui crée des tensions ethniques internes, de la dépendance militaire extérieure, etc.

Cette recherche se démarque de tous ces auteurs par sa dimension axée sur les dynamiques d'ingérences régionales et la reconquête de la souveraineté en République Démocratique du Congo.

En fait, le terme renvoie à l'ingérence Rwandaise dans les affaires internes congolaises dans plusieurs domaines avec le soutien d'infiltration, de création, de soutien des groupes armés, d'exploitation illégale des minerais stratégiques et d'influence politique régionale, lesquels sont observés durant les trois dernières décennies.

Trois concepts connexes liés à ces deux axes et qui accompagnent la rwandalisation et la dérwandalisation sont : (i) la souveraineté, (ii) ingérence et (iii) exploitation.

- ❖ **La souveraineté**, selon Pierre Jacquemont (2025), est perçue comme un préalable à une paix durable dans les Grands Lacs incluant la Rwandalisation implicite dans l'effritement du monopole de l'Etat Congolais ;
- ❖ **L'ingérence** est qualifié par Christophe Vhatelot (2024) comme une ingérence indirecte des Etats voisins dans les conflits congolais et sa perception internationale ;
- ❖ **Exploitation** met en relation les ressources et les conflits (Raphael Boulat 2024).

Ainsi, cet article trouve son originalité dans son approche dialectique qui actualise la problématique de la souveraineté en RDC, en articulant sur le concept de « Dérwandalisation » en réponse à la « Rwandalisation ». En outre, il ne se limite pas à une dénonciation de cette ingérence mais peint aussi les efforts internes et diplomatiques visant la reconquête de la souveraineté nationale.

Cette thématique repose sur deux domaines de recherche : premièrement, la sociologie politique de Karl Marx (1867) qui prône la lutte des classes, le moteur du changement social dont chaque classe cherchant à défendre ses intérêts. Deuxièmement, elle s'inscrit dans la sociologie du désordre de Georges Balandier et Michel Maffesoli (1988). Balandier offre une approche plus globale et anthropologique qui analyse le désordre comme un moteur de l'histoire et une clé pour comprendre les sociétés. Maffesoli se concentre sur les manifestations contemporaines de ce désordre dans la vie quotidienne et les affects qui révèlent une autre forme de « désordre » lié à la modernité tardive et à la recherche de sens en dehors des grandes structures.

### 1.3 Cadre analytique

Au regard de ce qui précède, le cadre analytique s'articule autour de la comparaison de l'analyse sur les deux axes présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1 : Tableau comparatif d'analyse de la Rwandalisation et de la Dérwandalisation**

Eléments clés	Rwandalisation situation actuelle	Dérwandalisation voie de rupture
<b>Discours politique</b>	Souveraineté affirmée mais souvent contredite	Recentrage sur la souveraineté réelle et cohérente
<b>Présence étrangère et contrôle total des institutions</b>	Influence rwandaise dans l'armée, l'économie, les décisions stratégiques	Démantèlement des réseaux d'influence et contrôle total des institutions
<b>FARDC Stratégique</b>	Faible autonomie, infiltration, logistique dépendante	Réformes structurelles, exfiltration, autonomie stratégique
<b>Opinion publique</b>	Mobilisée, mais peu structurée, manipulation des populations via réseaux sociaux	Structuration en mouvements de pression ou partis politiques, veille sur des contenus numériques
<b>Institutions politiques</b>	Compromises, souvent silencieuses	Recentrage sur l'intérêt national, gouvernance forte
<b>Diaspora congolaise</b>	Active sur les réseaux, mais dispersée	Coordination, lobbying international, appui financier et diplomatique
<b>Ressources minières</b>	Exploitées de façon illicite au profit d'acteurs transnationaux	Traçabilité, souveraineté économique, nationalisation contrôlée
<b>Alliances régionales et internationales</b>	Ambiguës, parfois contre-productives	Redéfinies selon des principes de réciprocité et de justice régionale
	<b>Leviers de domination, d'exploitation</b>	<b>Leviers de rupture</b>

*Source : Infographie personnelle, 2025*

Du tableau ci-haut, il se dégage 8 éléments clés comparatifs de la Rwandalisation et de la Dérwandalisation. Chaque élément clé ou levier de domination, d'exploitation occasionnée par la Rwandalisation est vite compris et, à l'opposé, une réponse des leviers de rupture est décrite dans la Dérwandalisation. Ces leviers de rupture sont susceptibles de conduire à libération de la population congolaise de la nouvelle forme d'exploitation. Ainsi, l'analyse de ce tableau se fera avec la grille détaillée dans la partie consacrée à l'analyse et discussion.

## **2. Méthodologie.**

Otemikongo Mandefu (2018), la méthodologie est un ensemble de principes et de techniques permettant de conduire une recherche scientifique rigoureuse. Il met l'accent sur l'importance de structurer la recherche selon les règles précises pour garantir la validité et la fiabilité des résultats. L'auteur propose des outils pratiques, tels que des schémas de repérage et de modélisation, pour aider les chercheurs à organiser et à piloter leurs travaux selon les standards scientifiques.

Raisons pour lesquelles dans ce papier de recherche, nous avons eu à recourir aux approches et techniques suivantes : l'Approche qualitative a consisté à comprendre en profondeur les comportements, les perceptions ou les représentations des individus dans leur contexte social sur la situation de la Rwandalisation et de la Dérwandalisation de la République Démocratique du Congo (RDC) pendant la période de 2022 à 2025. Cette temporalité se justifie par la résurgence du mouvement M23 et ses alliés ainsi que la montée de la diplomatie agissante du gouvernement congolais.

L'analyse documentaire a permis la lecture des différents rapports de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), de l'Union Africaine (UA), les livres en rapport avec la thématique, quelques articles académiques et les discours officiels tirés en ligne.

Les entretiens semi-directifs ont été menés en ligne avec des experts en géopolitique, hommes et femmes, dont 3 journalistes internationaux et 5 locaux, ainsi que 5 acteurs politiques influents en RDC, dont l'anonyme est de mise. Le face-à-face avec 4 étudiants des universités confondues en sciences politiques et science de l'homme (sociologie) et 3 membres représentants des organisations des sociétés civiles. Au total, notre échantillon est constitué de 20 enquêtés. Les observations indirectes via les médias qui scrutent l'actualité politique en RDC (RTNC, Top Congo, Télé50, Radio Okapi, Actualité.cd, etc.) et réseaux sociaux nous ont également édifiés dans la recherche des informations qui ont échafaudées ce travail.

Dans cet article, nous avons fait usage de l'analyse de contenu ou de discours, de l'analyse géopolitique (cartes, rapports sécuritaires), de l'étude de cas (ex : M23, minerais dans le Kivu, diplomatie régionale).

### 3. Résultats, analyse et discussions

#### 3.1. Rwandalisation : Historique et formes d'influences

##### 3.1.1. Historiques

Historiquement, l'origine de ce processus remonte à la guerre de 1996–1997 qui renversa le Président du Zaïre à l'époque. Cette guerre fut menée par l'AFDL avec un soutien actif du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi. Kigali justifia son implication par la nécessité de neutraliser les génocidaires hutus réfugiés au Zaïre après le génocide de 1994. Cependant, au-delà de la sécurité, l'objectif sous-jacent et implicite du Rwanda était d'étendre son influence géopolitique et économique sur un territoire riche en ressources stratégiques.

Ceci prend effet avec Prunier Gérard (2009) lorsqu'il analyse comment le génocide rwandais de 1994 a profondément déstabilisé la Région des Grands Lacs, en général, et la République Démocratique du Congo (RDC), en particulier. Il montre que le conflit congolais est le prolongement direct des tensions ethniques et politiques liées au génocide, notamment à travers l'installation massive de réfugiés rwandais et la montée en puissance de groupes armés appuyés par Kigali. L'auteur souligne les enjeux géopolitiques et économiques qui ont transformé ce conflit en une guerre régionale complexe, où se mêlent les intérêts locaux, nationaux et internationaux.

Cependant, cette influence s'est accentuée durant la deuxième guerre du Congo (1998–2003), marquée par l'occupation de vastes régions de l'Est par des groupes rebelles soutenus par Kigali, dont le RCD. La persistance de cette mainmise, même après les accords de paix, a nourri l'idée d'une "Rwandalisation" rampante, où l'ingérence s'est prolongée sous des formes plus diffuses : infiltration économique, soutien à des rébellions locales (M23, CNDP, etc.) et manipulation des dynamiques communautaires.

### **3.1.2. Mécanismes d'influences : groupes armés, exploitation minière et manipulation identitaire.**

La Rwandalisation de la RDC ne s'est pas limitée à une présence militaire ponctuelle. Elle s'est inscrite dans le temps à travers des mécanismes complexes, combinant les stratégies sécuritaires, intérêts économiques et manœuvres sociopolitiques. Trois leviers principaux se dégagent : l'usage de groupes armés, le contrôle des ressources minières et la manipulation des appartenances ethniques (la division tribale).

#### **❖ *Les groupes armés comme relais d'influence***

Depuis la création du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie), en 1998, jusqu'aux rébellions du CNDP (Congrès National pour la Défense du Peuple) et du M23 (Mouvement du 23 Mars), Kigali a soutenu, formé et parfois intégré des mouvements rebelles congolais composés en partie de Congolais tutsi. Ces groupes, bien armés et entraînés, ont occupé des zones riches en ressources naturelles, imposé des administrations parallèles et, parfois, négocié directement avec le gouvernement congolais. Ce soutien militaire et logistique au M23 a été confirmé à plusieurs reprises par des rapports des Nations unies, notamment le rapport Mapping même celui de Crisis groupe (2021).

#### **❖ *L'exploitation minière illégale ou indirecte***

L'Est de la RDC regorge de minéraux stratégiques (coltan, or, cassitérite). Plusieurs rapports documentent l'implication de réseaux liés au Rwanda dans l'exploitation, la contrebande et la commercialisation de ces ressources, souvent via des sociétés-écrans ou des alliances locales. Le Rwanda, qui ne produit pas naturellement de coltan, est pourtant l'un des principaux exportateurs mondiaux, selon les statistiques internationales. C'est un paradoxe révélateur.

#### **❖ *Manipulation des clivages identitaires***

La question des populations rwandophones (banyamulenge, banyabwisha...) est souvent instrumentalisée. Le Rwanda s'est positionné comme « protecteur » de ces communautés, ce qui justifie, selon ses autorités, certaines de ses interventions militaires. Cette logique a alimenté la méfiance entre communautés locales, exacerbant les conflits ethniques et les violences intercommunautaires, notamment dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. En combinant ces mécanismes, la Rwandalisation agit comme un système d'influence multiple qui dépasse le seul champ militaire pour pénétrer les sphères économique, sociale et même politique.

### **3.1.3. Conséquences sur la souveraineté et l’unité nationale**

La Rwandalisation a eu des effets profonds et durables sur la souveraineté de la République Démocratique du Congo (RDC) et sur la cohésion de son tissu national. L’État congolais, affaibli par des décennies de conflits, a vu sa capacité de contrôle du territoire se réduire, en particulier dans les provinces de l’Est. Cette perte de souveraineté se manifeste à plusieurs niveaux : territorial, institutionnel, économique et symbolique.

#### **❖ *Une souveraineté territoriale compromise***

La présence prolongée de groupes armés soutenus de l’extérieur a entraîné la fragmentation du territoire national. Certaines zones, bien que nominalement sous autorité congolaise, échappent de fait au contrôle de Kinshasa. Elles fonctionnent sous des logiques parallèles, où l’administration, la sécurité et même la justice sont assurées par des forces non-étatiques.

#### **❖ *L’érosion des institutions étatiques***

L’ingérence étrangère a affaibli la crédibilité de l’État congolais, souvent perçu comme complice, impuissant ou absent et naïf. Cette fragilité institutionnelle nourrit un sentiment d’abandon aux populations locales et favorise le repli communautaire, l’autodéfense (les Wazalendo) ou la coopération avec des forces rebelles pour des raisons de survie.

#### **❖ *Menace sur l’unité nationale***

La manipulation des appartenances ethniques et l’usage du discours identitaire ont contribué à diviser, à émietter la population congolaise. Des conflits intercommunautaires récurrents (Hutu-Nande, Tutsi-Bashi, etc.) ont été instrumentalisés à des fins géostratégiques, ce qui compromet les efforts de réconciliation et de nation building. Le sentiment anti-rwandais, largement répandu, se transforme parfois en rejet de certaines communautés congolaises perçues, à tort ou à raison, comme affiliées à Kigali.

#### **❖ *Défi symbolique et politique***

La Rwandalisation a aussi une portée symbolique : elle remet en question l’indépendance réelle d’un État pourtant souverain. Elle alimente un discours nationaliste de plus en plus fort, exigeant la rupture avec cette domination indirecte. Ce débat est au cœur de la recomposition politique actuelle en République Démocratique du Congo (RDC), où la « Dérwandalisation » s’annonce comme une revendication stratégique et identitaire.

### **3.2 Vers une Dérwandalisation : Nouveaux discours, nouvelles résistances.**

Le terme Dérwandalisation est analysé ici par : les réactions politiques et mobilisation populaire, la diplomatie africaine et les repositionnements internationaux, ainsi que les tentatives de réforme et de sécurisation.

#### **3.2.1 Réactions politiques et mobilisation populaire en République Démocratique du Congo (RDC)**

Face à l'influence persistante du Rwanda dans l'Est du pays, un discours de plus en plus affirmé de réappropriation de la souveraineté se déploie au sein de la classe politique congolaise. Plusieurs autorités politiques congolaises, y compris le Chef de l'État, ont dénoncé publiquement le soutien de Kigali aux groupes armés, tels que le M23 et autres.

Des actes symboliques (rupture diplomatique, expulsion d'ambassadeurs, suspension de coopérations) traduisent une volonté de rupture politique. A cet effet, Claude Kabemba (2020) explore les tensions géopolitiques dans les Grands Lacs, avec un focus sur la RDC et la question de la souveraineté face aux ingérences extérieures. Dans son ouvrage, il développe la notion de « Dérwandalisation » comme un processus complexe de résistance, mêlant diplomatie, renforcement de l'État et mobilisation populaire. L'auteur met en avant les difficultés internes liées à la gouvernance et aux intérêts locaux qui freinent cette dynamique.

Parallèlement, la société civile et les populations locales expriment un rejet croissant de l'ingérence Rwandaise. Des manifestations populaires ont éclaté dans plusieurs villes (Goma, Bukavu, Kisangani, Beni, Butembo, Kinshasa), dénonçant la complicité supposée de certaines puissances étrangères avec le Rwanda. Les drapeaux des pays étrangers (USA, Belgique, France, Rwanda, UE...) brûlés en 2024 et 2025 à Kinshasa et Goma par les manifestants les accusant d'un silence complice sont des cas patents et très éloquents. Ce mouvement, porté par des jeunes et étudiants, des artistes, des religieux et des intellectuels, participe à un élan nationaliste pour la « Dérwandalisation » du pays. Chacun fonde cette conscience collective sur l'unité nationale et le slogan « ne jamais trahir le Congo » de l'ancien président Laurent Désiré Kabila.

C'est ainsi que Felix Kabongo (2019) examine les efforts politiques et sociaux menés en RDC pour sortir de la dépendance régionale marquée par la « Rwandalisation », il décrit et propose la Dérwandalisation comme processus de reconstruction étatique qui vise à renforcer la souveraineté nationale par une meilleure gestion des ressources, la réforme des forces armées

et la lutte contre la corruption. Il souligne les défis internes majeurs, notamment la faiblesse des institutions, les conflits intercommunautaires et le manque d'unité politique qui freinent cette dynamique.

### **3.2.2 Diplomatie africaine et repositionnements internationaux**

La République Démocratique du Congo (RDC), confrontée à une crise sécuritaire prolongée, s'est engagée dans une redéfinition de sa diplomatie régionale. Elle s'est rapprochée de pays comme l'Angola, le Burundi, et même le Kenya bien que celui-ci complice, afin de créer un contrepoids diplomatique face à Kigali.

En parallèle Felix Kabongo (2019) met en lumière les stratégies de résistance congolaise, tant sur le plan diplomatique que dans la société civile, et plaide pour une approche intégrée qui combine sécurité, justice sociale et développement économique.

La participation à des initiatives régionales, comme l'EAC (Communauté d'Afrique de l'Est) ou la CIRGL (Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs), reflète cette volonté de repositionnement stratégique.

C'est ainsi que sur le plan international, Kinshasa tente de mobiliser les Nations unies, l'Union Africaine et certains partenaires occidentaux en mettant en avant la légalité de sa souveraineté. Toutefois, les positions sont souvent ambiguës : certaines puissances entretiennent des relations avec Kigali pour des raisons économiques ou sécuritaires.

### **3.2.3 Tentatives de réforme et de sécurisation**

La Dérwandalisation implique aussi des efforts internes pour renforcer l'État. La République Démocratique du Congo (RDC) a engagé des réformes dans le secteur de la défense (augmentation des effectifs, modernisation logistique, etc.), tout en relançant les initiatives de DDR (désarmement, démobilisation, réintégration) pour vider le terrain des groupes armés.

Des mesures ont également été annoncées pour rétablir l'autorité de l'État dans les zones longtemps contrôlées par des acteurs non-étatiques : relocalisation de l'administration, encadrement des ressources minières, implication accrue de l'armée dans la sécurisation des frontières.

### **3.3. Enjeux d'une vraie sortie de dépendance et d'exploitation**

#### **3.3.1. Souveraineté économique et contrôle des ressources**

Pour rompre durablement avec les logiques de dépendance, la République Démocratique du Congo (RDC) doit impérativement reprendre le contrôle effectif de ses ressources naturelles pour le bien de sa population. Cela implique non seulement la sécurisation des zones minières, mais aussi la réforme du secteur minier (transparence, traçabilité, lutte contre la corruption). La mise en place des chaînes de valeur locales (raffinage, transformation) réduirait la fuite des matières premières brutes, souvent détournées via des réseaux transfrontaliers.

#### **3.3.2. Reconstruction nationale et cohésion interne**

La Dérwandalisation ne peut réussir sans un véritable processus de réconciliation interne. Il est essentiel de restaurer la confiance entre les communautés, en luttant contre les stigmatisations ethniques et en assurant une représentation équitable dans les institutions. L'éducation civique, le renforcement de la justice et l'équité dans le développement régional peuvent renforcer l'unité nationale.

#### **3.3.3. Stratégie africaine de sécurité et de coopération**

La République Démocratique du Congo (RDC) ne peut affronter seule la logique de prédation régionale. Elle doit jouer un rôle moteur dans la redéfinition d'un cadre africain de coopération sécuritaire. Cela passe par la réforme des forces régionales (EACRF, SADC, CIRGL), un renforcement du droit africain sur la souveraineté, la paix et une diplomatie plus active pour construire des alliances durables sur le continent, hors de la dépendance bilatérale. Pour y arriver, l'Union africaine/CIRGL (2023) pense à la nécessité d'une coordination régionale fondée sur la confiance, le respect des frontières et la justice. Dans son document présenté à Addis-Abeba dans le cadre de la coopération régionale visant à stabiliser les Grands Lacs, elle prône ainsi le dialogue politique, la gestion des ressources partagées et le désarmement des groupes armés. Elle peut être un acteur central dans la stabilisation des Grands Lacs, à condition qu'elle affirme sa place par des partenariats équilibrés, loin de toute soumission géostratégique et un soutien des partenaires étrangers, des puissances de premier rang.

#### 4. Analyse et discussions

L'analyse des dynamiques présentées dans le tableau de cadre analytique autour de la Rwandalisation et de la Dérwandalisation de la République Démocratique du Congo (RDC) comme grille de lecture des résultats, met en évidence un profond écart entre les intentions politiques affichées par les autorités congolaises et les réalités pratiques observées sur le terrain. D'une part, les discours officiels insistent sur la souveraineté nationale, la restauration de l'intégrité territoriale et la dénonciation de l'ingérence rwandaise. D'autre part, ces déclarations cohabitent paradoxalement avec des alliances implicites, des coopérations économiques, sécuritaires et politiques qui maintiennent l'influence rwandaise dans certaines sphères de décision.

Cette contradiction nourrit une crise de légitimité et de confiance dans les institutions nationales. La Dérwandalisation, en tant qu'option politique, visant à rompre avec cette tutelle indirecte, reste davantage un projet théorique qu'une pratique systématique. Les résistances sont multiples : dépendance sécuritaire, porosité des frontières, réseaux d'intérêts au sein même de l'appareil d'État comme le souligne Jean-Claude Willame (2000) qui parle déjà de la faillite de l'État congolais face à une gouvernance fragmentée et manipulée par des intérêts transfrontaliers. Cette manipulation prend forme à travers des alliances tactiques avec des élites politico-militaires qui entretiennent une forme de dépendance géopolitique déguisée.

Selon Nzongola-Ntalaja (2002), la RDC souffre d'une souveraineté « nominale », constamment compromise par la présence d'acteurs armés étrangers et les réseaux d'exploitation illégale des ressources, souvent liés à des intérêts économiques transnationaux.

La Dérwandalisation apparaît comme une aspiration populaire plus qu'une stratégie étatique. Le discours de rupture est souvent contredit par les pratiques d'alliances sécuritaires régionales, comme l'a souligné Michel Nest (2006), en évoquant les ambivalences des accords militaires signés entre la RDC et ses voisins.

L'analyse comparée de la Rwandalisation et de la Dérwandalisation montre que les leviers de rupture sont présents, mais dispersés tels que présentés par les 8 éléments clés du tableau mentionnant le cadre analytique :

- ❖ ***Opinion publique*** : forte mobilisation contre la présence étrangère dans l'Est du pays, mais sans traduction politique directe, exprimée fortement via les marches citoyennes et sur les réseaux sociaux. Elle constitue une force morale, mais reste non structurée politiquement (cf. Mwayila Tshiyembe, 2014).

- ❖ **Armée congolaise** (FARDC) : fragmentée, infiltrée et souvent sous-équipée, elle peine à incarner une véritable force souveraine. Selon International Crisis Group (2022), l'armée nationale reste sous-capacitaire et infiltrée par des réseaux anciens issus des rébellions soutenues par le Rwanda.
- ❖ **Institutions politiques** : instables et parfois compromises dans des logiques de cooptation ou d'opportunisme régional. Comme le souligne Jean François Leguil-Bayart (1999), les États africains dits « extravertis » s'adaptent aux pressions extérieures plutôt que de consolider une logique souverainiste.
- ❖ **Diaspora congolaise** : de plus en plus active sur les réseaux sociaux, elle alimente un contre-discours de libération nationale, mais reste peu organisée stratégiquement. Moteur du nationalisme congolais à l'étranger, mais peu coordonnée dans l'action collective.
- ❖ Enfin, **le Rôle des puissances étrangères** (États-Unis, France, Chine, ONU, UA) apparaît ambivalent. Certaines soutiennent officiellement l'intégrité de la République Démocratique du Congo (RDC), tout en maintenant des rapports géopolitiques ambigus avec le Rwanda. Leur intérêt pour les ressources stratégiques de la RDC (coltan, or, cobalt) participe parfois à la reproduction du statu quo sous couvert de diplomatie. La diplomatie occidentale, tout en condamnant les violences dans l'Est, garde une posture de neutralité face aux accusations portées contre Kigali. Samir Amin (1996) et Achille Mbembé (2000) ont déjà analysé ces ambiguïtés postcoloniales, où les États africains restent soumis à des logiques d'exploitation néolibérales sous couvert de coopération.

La Dérwandalisation ne peut s'opérer sans une restructuration interne, une reprise réelle du contrôle territorial et une redéfinition des alliances internationales. Elle exige une volonté politique ferme, soutenue par un éveil citoyen, une armée réformée et une diplomatie indépendante. Ce processus est une nécessité stratégique pour l'autonomie politique et économique de la République Démocratique du Congo (RDC). Mais elle implique une transformation profonde de l'État, de ses alliances et une mobilisation structurée des forces internes (armée, citoyens, diaspora), avec un soutien diplomatique renouvelé, fondé sur les principes de justice et d'autodétermination.

## Conclusion

Au terme de cet article portant sur la « Rwandalisation et de la Dérwandalisation de la République Démocratique du Congo : dynamiques d’ingérence régionale et reconquête de la souveraineté », nous sommes partis du constat selon lequel la RDC subit dans les trois dernières décennies une influence politique, économique et militaire du Rwanda, soutenu par certains pays d’Europe et de l’Occident comme un bon élève en matière de la géopolitique. C’est ce phénomène qui est qualifié par certains analystes de la « Rwandalisation ».

Notre problématique avait soulevé deux questions suivantes : (i) comment la RDC peut-elle sortir du cycle d’influence étrangère notamment rwandaise ? (ii) Et comment bâtir une souveraineté durable face aux nouvelles formes d’exploitation ?

Les réponses réservées à ces questions ont souligné que : (i) la République Démocratique du Congo (RDC) peut sortir du cycle d’influence étrangère par des réactions politiques et la mobilisation populaire et citoyenne, par la diplomatie africaine et les repositionnements internationaux, par de tentatives de réformes et de sécurisation de son territoire et ressources minières. Tous considérés comme levier de rupture.

(ii) La souveraineté durable se bâtit par le processus de la réaffirmation de la souveraineté congolaise, de la reconfiguration des nouveaux rapports géopolitiques, d’une reprise réelle du contrôle territorial. Elle implique une transformation profonde de l’État, de ses alliances et une mobilisation structurée des forces internes (armée, citoyens, diaspora), avec un soutien diplomatique renouvelé, fondé sur les principes de justice et d’autodétermination.

Le recours à l’approche qualitative a consisté à comprendre en profondeur les comportements, les perceptions ou les représentations des individus dans leur contexte social sur la situation de la Rwandalisation et de la Dérwandalisation de la République Démocratique du Congo (RDC) pendant la période de 2022 à 2025. La résurgence du mouvement M23 et ses alliés ainsi que la montée de la diplomatie agissante du gouvernement congolais ont été à la base du justificatif. L’analyse documentaire avait permis la lecture des différents rapports de l’Organisation des Nations-Unies (ONU), de l’Union Africaine (UA), les livres en rapport avec la thématique, quelques articles académiques et les discours officiels tirés en ligne.

Les entretiens semi-directifs ont été menés en ligne auprès des experts en géopolitique, hommes et femmes, dont 3 journalistes internationaux et 5 locaux, ainsi que 5 acteurs politiques influents qui ont requis l’anonymat, le face-à-face avec 4 étudiants des universités confondues et 3 membres des organisations de la société civile. La taille de l’échantillon a été de 20 enquêtés.

Les observations indirectes ont été faits via les médias qui scrutent l'actualité politique en RDC (RTNC, Top Congo, Télé50, Radio Okapi, Actualité.cd, 7/7, etc.) et réseaux sociaux nous ont également édifiés dans la recherche des informations présentées dans ce travail. Nous avons aussi fait usage de l'analyse de contenu des discours politiques, de l'analyse géopolitique (cartes, rapports sécuritaires), de l'étude de cas (ex : M23, minerais dans le Kivu, diplomatie régionale).

Au regard de tout ce qui précède, nous sommes parvenus à l'analyse selon laquelle, la notion de Rwandalisation exprime une réalité complexe d'ingérence, d'exploitation et de domination qui affecte la souveraineté de la RDC depuis près de trois décennies. Cette influence, exercée à travers les groupes armés, la manipulation identitaire et le pillage des ressources, a profondément fragilisé l'État congolais et divisé son tissu social. Comme conséquences, la Rwandalisation fragilise la souveraineté territoriale, l'érosion des institutions étatiques, menace l'unité nationale. Elle constitue un défi symbolique et politique.

Face à cette situation, la Dérwandalisation est présentée comme une dynamique de rupture, portée à la fois par le sursaut nationaliste de la population Congolaise, la réaffirmation diplomatique agissante de Kinshasa et les tentatives de réformes et de sécurisations internes, la reconstruction nationale et la cohésion interne.

La reconquête de souveraineté ne pourra être durable qu'à condition d'articuler le triptyque axe majeur : (i) la sécurisation réelle du territoire, (ii) la maîtrise économique des ressources stratégiques et (iii) la reconstruction d'un État inclusif, fort et légitime.

Sortir de la domination rwandaise n'est pas seulement se libérer de son oppression, mais repenser en profondeur les fondements de la gouvernance congolaise, sa vision régionale et son projet national. La Dérwandalisation devient alors non pas une posture, mais un projet politique à part entière que le gouvernement congolais doit prendre au sérieux et que tout citoyen Congolais doit non s'en approprier.

La difficulté d'atteindre certains enquêtés dans certaines zones en conflit et l'agenda inaccessible des autorités politico-administratives du pays pour nos entretiens sont des faits inhibiteurs qui ne nous ont pas permis d'entre en possession de certaines informations. Toutefois, le recours aux entretiens en ligne et aux proches des autorités nous ont permis de recueillir des informations nécessaires ; ce qui atteste la fiabilité et la crédibilité des données et résultats de la présente recherche.

Cette étude laisse la porte ouverte à d'autres recherches dans l'avenir, pour analyser les aspects liés à la réforme institutionnelle, sécuritaire, à la refondation de l'Etat congolais, au dialogue interne et inclusif qui peuvent alimenter le patriotisme, la cohésion nationale en RDC, etc.

## BIBLIOGRAPHIE

- African Union (2023). Stratégie de Paix et de Sécurité pour la Région des Grands Lacs, Addis-Abeba.
- Balandier, G., (1988). Le désordre, Eloge du mouvement, Paris, Fayard.
- Bakupa K.B (CCAPAC), Réalisateur, scénariste, écrivain, poète, membre fondateur de la Guilde Africaine des Réaliseurs et Producteurs (CCAPAC).
- Bayart J.FL (1999), « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion » Critique internationale, *in revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°5 – automne, pp. 97-120.
- Boulat R., (2024), Conflicts and the News scramble for African Resources, *in working paper*, pp. 1-36.
- Charles O. (2019)., Holocauste au Congo : l'omerta de la communauté internationale, la France complice ?, Paris, éd. Artilleur.
- International Crisis Group. (2021), Rwanda and the DRC: Toward a New Framework for Peace, Report No. 300.
- Jacquemot P., (2025), la paix dans l'est de la République Démocratique du Congo (constats, défis, actions), *in Policy center for the new South*, pp 1-34.
- Ki-Zerbo J. (2003), A quand l'Afrique? Edition de l'Aube, Paris France.
- Kabemba, C. (2020), La Politique des Grands Lacs : Enjeux de Souveraineté et Conflits, Kinshasa, Éditions Harmattan RDC.
- Kabongo, F. (2019), Vers une Nouvelle Gouvernance en RDC : Résistance à l'Ingérence Régionale, Bukavu : Presses Universitaires du Congo.
- Kabanda, S ; (2023), « La Diplomatie Congolaise face à la Rwandalisation : Entre Conflit et Coopération », In Politique Africaine, no. 152, pp : 89-108.
- Lutumbue, J-B. (2022), « La Dérwandalisation : Perspectives de Paix et Reconstruction en RDC », In Revue Africaine de Politique, vol. 8, no. 2, pp. 45-67.

- Lemarchand, R. (1996). *Burundi: Ethnic Conflict and Genocide*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Maffesoli, M. (1988), *Le temps des tribus : le déclin de la société*, la découverte, Paris.
- Mbembé A. (2000), *De la Post-colonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Éditions Karthala.
- Mukwege, D & Tshiamana, S. (2022). *La Reconstruction de l'Est Congolais : Enjeux de la Souveraineté*, Kinshasa : Presses Universitaires de Kinshasa.
- Nzongola-Ntalaja, G. (2002) *La Guerre des Grands Lacs : Congo-Zaïre, Rwanda, Burundi*, Karthala, Paris.
- Nzebela, J. (2018). *La Rwandalisation en RDC : enjeux et perspectives*. Presses Universitaires de Kinshasa, Kinshasa.
- Otemikongo Mandefu Y.J. (2018). *la recherche scientifique en sciences humaines et sociales*, édition harmattan, collection géopolitique mondiale, 19 Février, p324.
- Prunier, G. (2009). *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford, Oxford University Press.
- Stearns, Jason K. (2011). *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*. Public Affairs, New York.
- Samir Amin. (1973). *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, les éditions de minuit, Paris.
- Theodore T. (2021). *Congo's Dérwandalisation Challenge: State Building and Regional Dynamics*, Leiden: Brill.
- United Nations Group of Experts (2009-2023). *Reports on the DRC*, various years.
- Vhatelot C., (2024), *l'Afrique des ingérences : enjeux géopolitique et résistances continentales*, Paris, l'Harmattan.